

# Le Cincinnatus qui veille sur le « 16 »

MAJORITÉ Bart De Wever, belle-mère de Charles Michel ou rempart de la droite ?

- ▶ Bourgmestre d'Anvers, président de la N-VA.
- ▶ ... et belle-mère du gouvernement Michel ?
- ▶ De Wever est en tout cas le garant de l'idéologie de la suédoise.

Il se permet de lâcher des déclarations incendiaires à l'encontre de tous ceux qui s'autorisent à ramer à contre-courant de ses idées. Il remet dans le rang la ministre de la Santé quand elle évoque la possibilité d'assouplir la législation sur le cannabis. Il se gausse de l'émoi provoqué par la sortie de son secrétaire d'Etat à l'Immigration sur l'absence de « plus-value des migrations congolaise, algérienne et marocaine ». Il se moque de l'embarras dans lequel il plonge le seul parti francophone de la majorité en couvrant les propos de son ministre de l'Intérieur sur la collaboration : « Foutaises francophones », lâche-t-il à son retour de Chine.

Il n'hésite pas à reprendre le Premier de volée le jour de la manifestation de Bruxelles, quelques heures après que le chef du gouvernement a qualifié d'« énorme » l'espace de négociations. « Il n'y a aucune alternative à notre politique », siffle Bart De Wever.

Mais à quoi joue-t-il ? Pourquoi est-il le seul président de parti de la majorité à multiplier les prises de position, y compris contre un gouvernement auquel participe sa formation ? Veut-il bouter le feu à sa majorité pour démontrer que, décidément, l'Etat est incapable de fonctionner et pour réaliser du même coup son projet ultime de l'indépendance de la Flandre ? Ou ce fin stratège poursuit-il d'autres desseins ?

**1 Il a décliné le « 16 » pour ne pas se brûler.** Bart De Wever est passionné par la Rome antique. Lors de l'enterrement de

Margaret Thatcher, il qualifia l'ex-dame de fer de « Cesar », après s'être comparé lui-même à Ciceron.

Mais la figure qu'il admire par-dessus tout est celle de Lucius Cincinnatus, l'homme qui, après avoir libéré Rome en rétablissant la dictature, refusa les honneurs et retourna labourer ses terres. « Oui, c'est mon personnage pré-

*féré : j'aime le rôle qu'il a joué dans l'Histoire. Comme lui, je dois retourner cultiver mes terres, celles d'Anvers et je vais y poursuivre mon travail. »*

Le président du plus grand parti de Flandre, fort du meilleur score avec 314.650 voix de préférence, n'exige aucun mandat : un fait unique dans les annales.

La stratégie de Bart De Wever est pourtant claire : pendant que ses lieutenants souquent dans les cales pour booster l'économie, en imposant l'austérité à tous les étages, il se replie sur ses terres, à l'abri du vent et des contestations de la rue. Et, pendant ce temps, il cultive son image dans l'espoir de triompher à nouveau lors des élections communales de 2018 et de revenir, plus fort encore, l'année suivante, aux législatives de 2019, en ressortant du frigo ses revendications communautaires.

Pourquoi donc devrait-il se brûler les ailes dans le chaudron fédéral ? S'il explose, il jouera au Calimero en rejetant la faute sur une autre formation, de préférence francophone. C'est une explication. Il y en a d'autres.

**2 Il s'est retiré de la course pour faire aboutir la suédoise.**

C'est l'autre thèse. Bart De Wever n'a jamais dit qu'il refuserait les clés du 16, rue de la Loi. Même si le poste lui revenait de droit, il savait qu'en l'acceptant, il tétaniserait un peu plus l'opinion francophone, sous représentée au sein d'un gouvernement dominé par la Flandre et, singulièrement, par ses nationalistes.

Charles Michel a d'ailleurs reconnu qu'il avait été décidé dès juillet que le poste ne pourrait re-

venir à Bart De Wever. Un Premier issu des rangs de la N-VA n'avait aucune chance de passer la rampe au Sud. Le chef d'un gouvernement doit disposer d'un minimum de capital de sympathie des deux côtés de la frontière. De Wever n'a pas le profil. On se souvient trop de ses charges contre la Wallonie, « boulet de la Flandre », de ses attaques contre sa culture wallonne de l'« assistanat », de son mépris pour une Région « sous perfusion, comme de la drogue pour les junkies »... Aussi, il ne pouvait décemment pas devenir Premier d'un Etat dont il souhaite l'éclatement.

**3 Son pire cauchemar : le retour des socialistes.**

Lex Molenaar, journaliste de *Gazet Van Antwerpen* connaît bien le président de la N-VA : « En 2012, lors du choc de titans entre lui et le bourgmestre sortant Patrick Janssens, j'étais convaincu que les deux favoris s'entendraient pour partager le pouvoir. J'ai compris mon erreur quand Bart De Wever s'est écrié qu'il mettait fin dans la Métropole à 75 ans de pouvoir socialiste. Quand il a mis en place la nouvelle majorité anversoise CD&V/N-VA/VLD, il m'a confié qu'il souhaiterait voir cette même coalition au pouvoir en Flandre d'abord, au fédéral, ensuite. »

Deux ans plus tard, le rêve devenait réalité. « Oui, c'est la coalition dont j'ai toujours rêvé » a-t-il répété, lors de la mise en place de la majorité. Il le rappelle à l'envi : « Ceux qui feraient revenir le PS au pouvoir, se suicideraient politiquement. » Pour le politologue Carl Devos, « Bart De Wever est parvenu à constituer le gouvernement voulu par les Flamands. Il n'a aucun intérêt à le voir trébucher. Ce serait catastrophique pour un parti qui se profile comme parti de pouvoir. Une chute provoquée par la N-VA l'assimilerait à une formation incapable de gérer, constituée de caractériels. Et condamnée à l'opposition. »

**4 D'ici 2019, depuis Anvers, il sera le gardien de l'idéologie N-VA au sein du gouvernement.** Bart De Wever, belle-mère de Charles Michel ? « *Non, c'est un terme excessif* » explique Carl Devos : « *Mais oui, il est le gardien de l'idéologie N-VA au sein du gouvernement. Sur le terrain, il laisse faire ses lieutenants.* »

Le chef des nationalistes ne veut pas revoir l'accord négocié : pas question d'entrouvrir la porte aux concessions réclamées par l'opposition. Et on ne recule pas d'un iota sur les fondamentaux : saut d'index, allongement de l'âge de la pension, économies dans tous les départements, traque de la fraude sociale.

Quand il s'agit de rappeler « la » ligne à l'intérieur du gouvernement, ses ministres passent à l'offensive. On songe à Elke Sleurs quand elle refuse la réduction d'économies promise au monde culturel par Didier Reyniers. On songe à Jan Jambon quand il s'oppose à l'idée de Kris Peeters de lever un impôt sur la fortune. Et l'on songe à son « niet » à Maggie De Block quand elle parle d'assouplir la législation sur le cannabis.

Là, la ministre de la Santé empiétait sur son territoire. A Anvers, De Wever a fait de la lutte contre la drogue sa priorité. Tolérance zéro. La Métropole est son terrain privé et le « 16 », un lieu à

protéger. Il veut réaliser son ambition d'historien rêvant de marquer son époque. Il espère que les socialistes francophones deviennent ses alliés objectifs en plaidant à leur tour un confédéralisme radical. Comme nous le confiait récemment Eric Defoort, un des fondateurs de la N-VA, « *les Wallons seront un jour les Ecossais de Belgique et réclameront à leur tour leur indépendance.* » Pour franchir le Rubicon, le consul De Wever croise les doigts pour que le gouvernement Michel aille jusqu'au bout de son mandat et remette l'économie sur les rails. Bart De Wever, le chef idéologue, depuis Anvers, veillera au grain. ■

**DIRK VANOVERBEKE**

**« On échauffe les gens, certainement les travailleurs portuaires. Les socialistes m'ont déclaré ennemi numéro un, ami du grand capital, l'ennemi des travailleurs. C'est totalement faux. Ce gouvernement vit en fonction de ses moyens, ce n'est pas drôle. Mais ajouter maintenant un tel discours, c'est presque criminel »**

**« Bien sûr qu'une partie importante du Mouvement flamand s'est retrouvée du mauvais côté pendant la seconde guerre mondiale. Je dis que cela s'est passé au cours de la première moitié du siècle dernier. Ce qui m'importe, ce sont les problèmes de ce siècle »**

**« Les syndicats n'ont pas d'alternative. Ils veulent copier le modèle français, mais ce pays va encore beaucoup plus mal que le nôtre »**